L'islamo-collabo Sarkozy prêt à changer la constitution pour interdire le burkini… On ne rit pas

écrit par Christine Tasin | 29 août 2016



Ce type me sort par les yeux (même si je suis consciente que malgré ses tares il ferait moins de mal à la France qu'un Juppé).

Tout ça pour ça. Le burkini devenu l'ennemi numéro 1, synonyme de la tyrannie des minorités, qui nécessiterait un interdit, donc une loi, donc une modification de la constitution (peut-être même que les salauds européistes qui ne pensent qu'à ça, Sarkozy compris, pourraient profiter de la présence des parlementaires réunis à Versailles en Congrès pour faire passer le droit de votes des étrangers… Les sans-dents avides d'exterminer le burkini n'y verraient peut-être que du feu…).

Mais contre le hidjab, rien, monsieur Sarkozy ?

Mais contre le voile à l'université, rien, monsieur Sarkozy ?

Mais contre le voile dans la rue, rien, monsieur Sarkozy ?

Mais contre le halal qui touche plus de 60 pour cent des animaux abattus dans notre pays (les volailles on est près de 100 pour cent…), rien, monsieur Sarkozy ?

Mais contre les repas de substitution dans les cantines, rien, monsieur Sarkozy ?

Mais contre l'islam qui nous envahit, nous empoisonne la vie, nous menace, rien, monsieur Sarkozy ?

Faut-il vous rappeler, monsieur Sarkozy, qu'une loi interdisant le niqab est foulée au pied chaque jour, la loi n'est pas appliquée et quand elle l'est les fauteurs de trouble ne paient pas les amendes. En toute impunité.

Et il faudrait carrément changer la constitution ?

Monsieur Sarkozy, vous êtes un sinistre manipulateur, comme Hollande, comme Juppé, comme tous ceux qui vous ont précédé. Nul besoin de changer la constitution pour interdire le burkini. Un simple réglement intérieur, un simple panneau l'interdisant pour deux bonnes raisons, l'hygiène et la sécurité (allez sauver de la noyade une embukinée avec son attirail....).

Le burkini, c'est une question de règles à établir. Et ce n'est pas parce qu'un <u>Conseil d'Etat aux ordres</u> a piétiné un arrêté administratif que la loi empêcherait l'interdiction du burkini.

Interdiction que l'on trouve en Indonésie, au Maroc… mais que l'on ne pourrait pas prononcer dans la patrie de la loi de 1905 ?





A d'autres.

Vous êtes, comme vos copains Hollande et Juppé, un dhimmi, un complice et un acteur de l'immigration et de l'islamisation, parce qu'européiste convaincu. Parce que convaincu de la nécessité du métissage (pour les autres, pas pour vous). Vous avez même osé nous accuser, nous, de vouloir la consanguinité, pour mieux nous imposer la venue d'êtres se mariant entre eux depuis des générations, responsables de maladies et dégénérescences en nombre.

Nous devons changer, alors nous allons changer, dites-vous dans ce fameux discours. De gré ou de force... Bref, Bruxelles, l'Allemagne, les monarchies du Golfe, les traités pétrole contre islamisation/immigration décident que nous devons changer et Sarkozy, le caniche des USA, dit béni-oui-oui et nous menace « la République sera contraignante « ... On a suffisamment persiflé à l'époque pour savoir si tous les mariages entre Français d'origine seraient interdits et s'il faudrait montrer patte maghrébine et/ou africaine sur 3 générations pour avoir l'autorisation de convoler et de se reproduire... Lamentable. Pauvre type. Traître.

Vous avez nommé en nombre au gouvernement des musulmans, des gauchistes islamophiles et immigrationnistes et vous voudriez nous faire croire à présent que vous vous souciez de nos coutumes, de la liberté et de la tyrannie des minorités ?

A d'autres. A la niche.

Burkini - Sarkozy : « Changeons la Constitution ! »

VIDÉO. Le candidat veut une loi pour interdire le burkini, car, selon lui, la République ne doit pas céder face à « une provocation » de l' »islam politique ».

SOURCE AFP

Une loi interdisant le burkini coûte que coûte ! Nicolas Sarkozy a redemandé lundi sur RTL que soit voté un texte « qui viserait spécifiquement » le port du burkini sur une plage et dans les piscines. « Qu'est-ce que c'est, la liberté, quand il y a la tyrannie des minorités ? » a lancé Sarkozy, commentant la décision du Conseil d'État qui avait suspendu un arrêté anti-burkini pris dans une commune des Alpes-Maritimes au nom du respect des libertés publiques.

- « Aujourd'hui, je demande une loi parce qu'on ne peut pas laisser les maires seuls face à cette situation. Une loi d'interdiction, je ne sais pas s'il faut dire le costume de bain islamique ou le burkini, je n'en sais rien... C'est une loi qui viserait spécifiquement le port d'un burkini sur une plage, et dans les piscines », a déclaré l'ancien président de la République.
- « Une provocation d'un islam politique »

L'inconstitutionnalité d'une telle loi, mise en avant par le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve ? « Parfait. Très bien. Eh bien, on change la Constitution ! On l'a changée une petite trentaine de fois, c'est pas gênant. La question qui est posée : est-ce que c'est la société qui s'adapte au droit, ou le droit à la société ? » a rétorqué Nicolas Sarkozy. Sinon, « quelle va être la prochaine demande ? Je vais vous le dire, c'est très simple : on va nous demander des horaires à la piscine pour les femmes et pour les hommes. Et puis à l'arrivée, dans dix ans, qu'est-ce qui va se passer ? [...] Celles qui ne porteront pas le burkini vont être désignées par leur communauté comme fautives. C'est ce que j'appelle la tyrannie des minorités. » « Quand même, la liberté de la femme, ce n'est pas rien ! » s'est exclamé l'ancien président. « C'est une provocation d'un islam politique qui teste la résistance de la République. Il s'agit de savoir si la République est plus forte, si dans le pays il y a une autorité ou pas, je souhaite incarner cette autorité, je souhaite le rétablissement de cette autorité, et je dis que c'est l'absence de règles et d'autorité qui explique cette pagaille généralisée et qui autorise et explique tous les débordements qu'on a vus cet été », a-t-il poursuivi. « Nous avons un mode de vie, nous avons des coutumes, nous avons des usages, nous avons des principes, et je n'ai nullement l'intention d'accepter le moindre compromis raisonnable sur ce sujet », a-t-il dit.

http://www.lepoint.fr/europe/accueil-des-migrants-merkel-denonce-le-manque-de-solida rite-au-sein-de-l-ue-28-08-2016-2064344_2626.php